L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE ET DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 21 MAI 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 21 MAI.

CANAL CARONDELET.

Le Canal Carondelet restera-t-il long temps encore à l'état de mare? La loi votée pendant la dernière session de la Législature ne sera-t-elle jamais mise à exécution? Nous aurions voulu voir transférer le bail de la présente compagnie à une autre société, composée d'hommes entreprenants et possédant des capitaux. La législature en a décidé autrement, mais au moins elle a cherché par un autre moyen à répondre aux vœux des habitans de la Nouvelle-Orléans. Elle a ordonné que la présente compagnie fut dépossédée légalement de son privilège, et que le canal fut adjugé pour une période de vingt ans à tout individu ou à toute société qui consentirait à se charger des travaux d'amélioration indiqués d'avance dans un rapport de l'ingénieur d'Etat. Cette loi ne rapportera pas celle qui avait d'abord été présentée au Sénat et qui autorisait la compagnie à céder son privilège, était enfin mes souhaits mieux, telle qu'elle est, que la continuation de l'état de choses actuel. C'est pourquoi nous prendrons la liberté d'appeler l'attention du Gouverneur et de l'avocat-général sur la 1re section:

"Le Gouverneur devra, immédiatement après la promulgation de cet acte, requérir l'avocat-général d'intenter des poursuites contre la Compagnie de Navigation d'Orléans, pour obtenir la confiscation de la charte de la dite compagnie, et pour soumettre le privilège et prendre possession au nom de l'Etat, du Bayou St-Jean et du Canal Carondelet."

Or, comme le bill a été passé il y a assez longtemps, et que l'on ne sait pas encore, que nous sachions, si les mesures nécessaires pour instituer des poursuites devant les cours de justice ont été prises jusqu'à ce moment. Il nous semble que l'on n'a pas mis toute l'activité pourquoi ne s'y est-on pas mis? Le gouverneur a-t-il oublié cette partie de son message? Le procureur-général, pour nous servir d'une expression populaire, a-t-il oublié son devoir? Si oui, nous croyons qu'il est de notre devoir, comme journaliste indépendant, de leur rappeler le fait. Nous croyons que l'on n'a pas mis toute l'activité nécessaire dans cette affaire, et que le gouverneur et l'avocat-général ne sont pas à la hauteur de leur position